

## Kiosque

# Revue de presse

Revue de la presse écrite, radio et internet pour janvier et février 2008 : laïcité, islam et chrétienté en première ligne, du désormais célèbre “discours du Latran” au soutien officiel à Ayaan Hirsi Ali, mais aussi les bulletins de notes des ministres français et la persistante mise en œuvre d’une logique de système qui fait fi des droits de l’homme les plus fondamentaux.

Le président Nicolas Sarkozy et Carla Bruni convolèrent donc samedi 2 février à l’Élysée. Certes sans grandes pompes ni orgues majestueuses, la “diversité”, selon le vocable en vogue, revient à l’Élysée. Une entrée à hauteur non pas de 10 %, comme le préconise le *Rapport de la commission Jacques Attali* pour la prochaine Assemblée nationale, mais de plus de 87 %.

Carla Bruni est une italienne pur sucre et Nicolas Sarkozy, qui ne voit pour la France et l’Europe que des racines chrétiennes, porte, lui, des “racines” mêlées et mobiles, à 50 % hongroise, à 25 % juive – de cette Salonique chère à Albert Cohen –, et à 25 % française, par sa grand-mère. Cette diversité élyséenne, comme demain, peut-être, l’élection d’un président métis à la Maison blanche, contribuera-t-elle à changer les mentalités ? Sans doute pas. Loin du présidentiel Palais, loin des beaux quartiers des centres-ville, étrangère à cette France de rentiers par héritage, il est peu probable que cette union réchauffe l’âme et le corps de cette autre France de la diversité. Oubliée, elle. La naïveté a ses limites. Mais enfin, en ces temps d’élections municipales monocolors où un prétendant au siège de premier magistrat de commune

qui ne serait pas du cru, et sur au moins deux ou trois générations, n’a que peu, voire aucune chance, d’être élu (adoubé !) par ses concitoyens frappés d’endogamie électorale, cela rafraîchit les salons poussiéreux, décontracte les repas de famille guindés et ravive les couleurs des chambres à coucher aux murs gris et lourds du douloureux crucifix.

### “Laïcité positive” à Latran...

À propos de crucifix... Nicolas Sarkozy a provoqué un tollé dans la presse et chez les laïcs qui se revendiquent comme tels. Quel est l’objet du délit ? Deux discours, le premier prononcé au très catholique palais de Latran, le 20 décembre 2007, le second dans la très wahhabite Arabie Saoudite, le 7 janvier dernier. À Latran, le Président a répété que *“les racines de la France sont essentiellement chrétiennes”*, avant de reconnaître que *“la laïcité est également un fait incontournable dans notre pays”*. Mais, dans l’histoire nationale présidentielle, ce sont les catholiques qui ont souffert : *“Je sais les souffrances que sa mise en œuvre a provoquées en France*

chez les catholiques, chez les prêtres, dans les congrégations, avant comme après 1905.” Après avoir affirmé que la laïcité est “une nécessité et une chance”, “une condition de la paix civile”, il souffle le froid sur le camp laïc : “La laïcité ne saurait être la négation du passé. Elle n’a pas le pouvoir de couper la France de ses racines chrétiennes.” Et de poursuivre : “Arracher la racine, c’est perdre la signification, c’est affaiblir le ciment de l’identité nationale, et dessécher davantage encore les rapports sociaux qui ont tant besoin de symboles de mémoire.” Jean Baubérot commente : “Cette hypertrophie des racines privilégie le passé aux dépens de la dynamique et du mouvement. J’y vois une forme d’intériorisation de l’impuissance du politique, à l’égal des lois mémorielles votées par le Parlement. Le politique s’occupe de choses qui ne le concernent pas.” (Libération du 16 janvier).

Quant à l’avenir, il relève, toujours pour le Président, chanoine de Latran, de l’“espérance” (terme qui revient à seize reprises dans l’allocution) et du sens donné à l’existence. De ce point de vue, la morale laïque manque de... “transcendance”, et “une morale dépourvue de liens avec la transcendance est davantage exposée aux contingences historiques et finalement à la facilité.” Comme le dit Philippe Verdin, prêtre dominicain, proche du chef de l’État, avec lequel il a signé *La République, les Religions, l’Espérance* (éditions du Cerf, 2004) : “Il faut bien que quelque chose tire les gens vers un projet, un rêve, qui leur permette de dépasser les soucis du quotidien et de vivre ensemble dans la concorde.” (Libération du 16 janvier). “C’est pourquoi, conclut N. Sarkozy, nous devons tenir ensemble les deux bouts de la chaîne : assumer les racines chrétiennes

de la France, et même les valoriser, tout en défendant la laïcité enfin parvenue à maturité.” Mais, parce que “la République laïque a sous-estimé l’importance de l’aspiration spirituelle”, le Président en appelle à “l’avènement d’une laïcité positive, c’est-à-dire une laïcité qui, tout en veillant à la liberté de penser, à celle de croire et de ne pas croire, ne considère pas que les religions sont un danger, mais plutôt un atout.” Mieux, elle devrait “faciliter la vie quotidienne des grands courants spirituels plutôt que de chercher à la leur compliquer.” Dans les banlieues, dans les institutions, auprès des jeunes, dans les universités, “la France a besoin de catholiques convaincus qui ne craignent pas d’affirmer ce qu’ils sont et ce en quoi ils croient.”

Pour Jean Baubérot, “C’est là qu’on peut avoir certaines inquiétudes, puisque dans le discours de Latran, il est question de ‘favoriser’<sup>11</sup> l’expression de la religion, ce qui va plus loin que garantir sa libre expression. Quand on favorise quelqu’un, on défavorise quelqu’un d’autre, cela porte atteinte à l’égalité entre toutes les convictions.” (tchat du 21 janvier organisé par le quotidien *Le Monde*).

Dernière sortie présidentielle qui a provoqué l’ire du SNUipp, premier syndicat du primaire : “Dans la transmission des valeurs et dans l’apprentissage de la différence entre le bien et le mal, l’instituteur ne pourra jamais remplacer le pasteur ou le curé [...], parce qu’il lui manquera toujours la radicalité du sacrifice de sa vie et le charisme d’un engagement porté par l’espérance.” Le 16 janvier dans *Libération*, le syndicat réagissait : “Mêler, et de plus hiérarchiser, dans l’acte éducatif, comme le fait le Président, l’instituteur et le prêtre, le pasteur et l’imam, constitue une véritable provocation vis-à-vis de l’école publique et des personnels.”

*“Cette phrase sur les instituteurs m’a semblé une injure à l’histoire de France, une injure à tous ceux qui depuis 1848 ou 1871, tous les professeurs, les savants, les instituteurs agnostiques ont néanmoins trouvé en eux assez de foi pour se sacrifier, qui pour la patrie, qui pour la justice, qui pour la société sans classe... Tout cela m’avait semblé traduire à la fois de la légèreté et un tropisme un peu périlleux”,* dixit Régis Debré (“Les Matins de France Culture” du 7 février 2008).

### ... Éloge du “sentiment religieux” à Riyad

À Riyad, Nicolas Sarkozy a fait résonner le même son de cloche ou de minaret. Dans son allocution œcuménique prononcée devant le conseil consultatif, il “affirme” : *“Ce n’est pas le sentiment religieux qui est dangereux. C’est son utilisation à des fins politiques régressives au service d’une nouvelle barbarie.”*

Il poursuit à l’adresse de ses “chers amis d’Arabie Saoudite” : *“Il ne s’agit pas de chercher à imposer un modèle unique de civilisation.”* Et N. Sarkozy de s’en prendre à la... “globalisation”, *“ressentie comme une menace pour les identités”*; *“Il ne suffit pas à l’Homme de consommer pour être heureux.”* Exit ici le prosélytisme wahhabite qui sévit *urbi et orbi*, dénoncé dans *Libération* du 21 février par Mezri Haddad sous le titre : *“Le wahhabisme, négation de l’islam”*. *“Une politique de civilisation, c’est une politique de la diversité [...] une politique de justice”* (à commencer envers les femmes, sur lesquelles le Président est revenu à trois reprises). Pour le Président, cette politique

de civilisation, c’est ce que font les musulmans adeptes d’un islam ouvert, tolérant, fiers de l’histoire de la pensée islamique, adeptes d’une synthèse entre tradition et modernité... Comme le dit Jean Baubérot, (*Libération* du 16 janvier), N. Sarkozy *“fait de la religion une dimension obligatoire de l’être humain.”* Une dimension qui semble oublier ceux qui, dans le monde arabe, militent en faveur des principes laïques et de la liberté religieuse. Et de conclure : cette *“politique de civilisation”*, *“c’est ce que fait l’Arabie Saoudite sous l’impulsion de Sa Majesté le roi Abdallah. C’est ce que fait le président Moubarak en Égypte avec la sagesse qui est la sienne.”*

À ce propos, l’AFP informait le 29 janvier que la censure sévissait au Caire à l’occasion de la Foire du livre 2008, la plus importante manifestation littéraire du monde arabe. Sur le tableau de chasse figurent : Milan Kundera, Hubert Prolongeau, le Marocain Mohamed Choukri, le Saoudien Ibrahim Badi, la Libanaise Hanan el-Cheikh, ou encore le Syrien Issam Mahfouz pour son *Dialogue avec les athées sur la mémoire*. *“Ce romancier, précise l’AFP, est devenu une cible des islamistes, et envisage d’émigrer en Allemagne.”*

*“La laïcité à la française vit-elle ses dernières heures ?”* s’alarme Caroline Fourest dans *Le Monde* du 31 janvier, tandis qu’Alain Duhamel ne voit là qu’une *“fausse querelle”* (*Libération* du 23 janvier) : *“Nicolas Sarkozy a visiblement voulu défier et appeler au débat. Il a tendu un piège dans lequel se sont précipités ses adversaires avec un enthousiasme pavlovien”*. *“Sur le fond, conclut Alain Duhamel dans*

une présentation un brin édulcorée, Nicolas Sarkozy soutient qu'une société a besoin d'espérance, que la foi peut en être une composante légitime, certes non exclusive. C'est une approche beaucoup plus voltairienne que cléricale. Que la société française, la plus pessimiste d'Europe, ait besoin de foi, d'éthique ou d'utopie, cela peut se défendre."

Pour Laurent Joffrin, *a contrario*, dans son édito du 16 janvier : "L'identité française, outre qu'elle est diverse, hérite surtout des Lumières, qui se fondent sur la force de l'esprit humain et la philosophie de la liberté.

Non sur la Révélation, qui ne s'adresse qu'aux croyants. Placer, dans un discours présidentiel, ces valeurs-là au second plan, c'est défendre une bien incertaine idée de la France, qui nous renvoie aux temps du cléricalisme." (Libération).

Alain-Gérard Slama, dans une de ses roboratives chroniques matinales sur France Culture, rappelait que "le propre de la laïcité, le propre de l'invention laïque a été de substituer la conscience de l'individu, considéré comme autonome et responsable, au principe d'autorité porté par l'Église, en l'occurrence catholique, dans la perception du bien et du mal."

Cette "radicalité du transfert de responsabilité de l'autorité religieuse vers l'individu [...] oblige le citoyen à [la] vigilance." (15 février).

### Toilettage ou "moratoire" pour la loi de 1905

À propos de vigilance – et de "laïcité positive" –, la ministre de l'Intérieur, chargée des Cultes, Michèle Alliot-Marie, a déclaré que depuis la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État, "la société a changé"

et que "certaines modalités de la loi, qui créent des entraves à l'exercice des cultes, doivent être adaptées". Outre la question des carrés confessionnels dans les cimetières, elle juge que la séparation entre associations culturelles et culturelles "mérite sans doute d'être revue". (La Croix du 25 janvier)

Selon *Le Canard enchaîné* du 23 janvier, "Les congrégations religieuses ne seraient pas les seules concernées par ce 'toilettage'.

Les Témoins de Jéhovah ou l'Église de scientologie pourraient obtenir les nouveaux avantages et ainsi 'bénéficier de la bénédiction de l'État'".

Interrogé par *Le Monde* du 28 janvier, Dalil Boubakeur, président du Conseil français du culte musulman, demandait déjà "un moratoire de dix ou vingt ans" sur l'application de la loi de séparation des Églises et de l'État de 1905, afin de permettre aux organisations musulmanes d'avoir accès au financement public.

Dans la revue *Esprit* de février 2008, Jean-Louis Schlegel signe un article vachard contre les laïques "intransigeants" et contre "le journalisme ignare qui lit les résumés de dépêches et non les discours en entier".

Il s'applique à expliquer et à justifier le discours de Latran "en faveur de l'intégration des religions dans l'espace public."

"Le religieux n'est pas d'abord, aujourd'hui, un problème d'institution, mais de société émietlée et d'individus sans identité, et prêts à tout pour en avoir une. Dans ce contexte, ce ne sont pas ceux qui crient 'Laïcité, laïcité !' en toute occasion, mais ceux qui considèrent avec lucidité les différences avec 1905, qui feront œuvre utile pour la République."

"Au fond, écrit J.-L. Schlegel, N. Sarkozy considère que le temps est venu d'étendre

*et d'officialiser ces 'privilèges' de l'histoire et du nombre [ceux de l'Église catholique], tout en restant dans la continuité d'une attitude pragmatique qui garde les principes de la laïcité en les ajustant à l'époque." Il s'agit pour l'auteur de "suppléer aux carences de l'État", "en matière sociale" notamment... "Il est au contraire légitime que les organisations de croyants, comme d'innombrables groupes et associations privées, aient une surface publique et reçoivent l'appui de l'État pour réaliser leurs objectifs d'utilité publique."*

### **À chacun sa charte et ses revendications**

Dans *Libération* du 16 janvier, Antoine Guiral rappelle que pour Nicolas Sarkozy les religions "structurent l'identité nationale" de chaque État [...], affirmant à maintes reprises que "la France est majoritairement catholique chrétienne". Ce qui ne l'empêche pas de prêcher pour la diversité religieuse et de s'en faire le défenseur. Son fait d'arme revendiqué : avoir créé en France le Conseil du culte musulman. Manière de reconnaître pleinement l'islam, mais aussi de le canaliser." De le "canaliser", cela reste à voir – d'autres, avec bien d'autres moyens, peu démocratiques ceux-là, ont essayé de "canaliser" des religions... qui se sont d'abord contentées de simplement "suppléer aux carences de l'État", pour reprendre les mots de J.-L. Schlegel. À ce propos, jeudi 10 janvier, à Bruxelles, les musulmans d'Europe, du moins certains d'entre eux, signaient une Charte des musulmans d'Europe, élaborée par la Fédération des organisations islamiques en

Europe (FOIE, donc) – "un lobby constitué dans la mouvance des Frères musulmans" (*Le Soir de Belgique* du 11 janvier) –, forte, selon *Le Monde* du 12 janvier, de quatre cents associations, dont l'UOIF (Union des organisations islamiques de France). Selon le président de la FOIE, le Suédois Chakib Benmakhlouf, la présence des musulmans dans la société européenne devait être "participative, citoyenne, respectueuse", mais aussi "revendicative et vigilante" (AFP Bruxelles, 11 janvier). Si cette stratégie de lobbying à l'échelle européenne n'a suscité que peu de commentaires dans la presse, elle n'en soulève pas moins de nombreuses interrogations. Ainsi, pour les signataires, l'islam "condamne la contrainte en religion et laisse à l'individu le libre choix de ses croyances." Mais "recommande cependant, dans sa vision équilibrée, que cette liberté obéisse aux valeurs morales afin d'éviter les atteintes à l'intégrité personnelle ou d'autrui". Quid ici de la liberté d'expression (on pense à l'affaire des caricatures) ou du droit à l'apostasie ? Après avoir édulcoré la notion de *djihad*, "ultime recours auquel peut faire appel un État souverain pour se défendre légitimement contre toute agression armée", sans en proscrire l'usage (ni proposer de moratoire), la charte stipule : "Tout en accordant la primauté aux exigences de la citoyenneté, les musulmans d'Europe sauvegardent leur lien de fraternité avec tous les musulmans." Mais qu'advient-il quand les intérêts des uns et des autres seront perçus comme contradictoires (pour peu que "tous les musulmans" soit un groupe uni et homogène) ? Et pour être tout à fait clair sur l'intention

“revendicative et vigilante” des signataires, la charte précise : *“Lorsque les lois en vigueur s’opposent éventuellement aux pratiques et règles islamiques, les musulmans sont en droit de s’adresser aux autorités pour expliquer leurs points de vue et exprimer leurs besoins et ce, dans le but de trouver les solutions les plus adaptées”,* et *“Il est du droit des musulmans d’Europe, en tant que communauté, de construire leurs mosquées et leurs propres institutions culturelles, éducatives et sociales. Il est aussi de leur droit de pratiquer leur culte et de se conformer aux règles de leur religion dans leur vie quotidienne en ce qui concerne les prescriptions alimentaires et vestimentaires, entre autres.”*

Sans qu’il y ait de relation de cause à effet entre ces deux informations, *Le Monde* du 8 février rapportait les propos de l’archevêque de Cantorbéry, selon qui l’adoption pour partie de la *charia* est “inévitable”.

Pour Alain-Gérard Slama, *“Le mal qui ronge nos sociétés réside précisément dans la prétention des religions de se faire reconnaître non plus seulement comme des systèmes de valeurs religieuses et de pratiques culturelles, mais comme des réalités sociales, avec chacune sa charte particulière de revendications politiques et juridiques.”* (“Les Matins de France Culture” du 7 février)

### “Grotesque” ?

Créé à l’occasion des cent ans de la naissance de Simone de Beauvoir, le prix Simone de Beauvoir pour la liberté des femmes vient d’être décerné à Ayaan Hirsi Ali, femme politique néerlandaise.

Un meeting est organisé pour soutenir Ayaan

Hirsi Ali et demander sa naturalisation. Cette initiative a réuni un aréopage d’associations et de personnalités, dont Rama Yade, la secrétaire d’État aux Droits de l’homme, qui déclara : *“Nous réfléchissons à la manière de vous faire accéder à la France, à la naturalisation”.* *Wait and see*, donc.

Cela n’est pas du goût d’Esther Benbassa : *“Cette agitation autour de l’islam jette l’opprobre sur tous ceux qui le professent ou en sont issus, qui le vivent tranquillement comme culture ou comme religion. Et elle ne peut que renforcer les comportements discriminatoires qui les visent”.* Rien moins.

Pour l’historienne, Ayaan Hirsi Ali qui, *“au lendemain du 11 septembre, s’était déjà fait remarquer par son reniement de l’islam”,* (sic), *“n’a pas le même profil que ses prédécesseurs [Salman Rushdie et Taslima Nasreen]. Exiger que la France la protège lorsqu’elle habite les États-Unis, où elle bénéficie de revenus confortables [...], ressemble à une mise en scène un peu grotesque.”*

([www.rue89.com/2008/02/11/ayaan-hirsi-ali-sainte-et-martyre-moderne-de-loccident](http://www.rue89.com/2008/02/11/ayaan-hirsi-ali-sainte-et-martyre-moderne-de-loccident))

Il reste une question : cette condamnation à mort prononcée *“il y a un peu plus de trois ans, par des groupes islamistes d’Amsterdam”,* comme le rappelle dans *Le Point* du 7 février Bernard-Henri Lévy, de même que *“ce calvaire, cette vie en sursis”* sont-ils “grotesques” ?

Certes, Ayaan Hirsi Ali n’hésite pas à qualifier l’islam de *“culture rétrograde”,* ou à l’assimiler, dans un récent entretien avec le quotidien britannique *The Independent*, à un *“nouveau fascisme”,* ni à traiter, comme en 2004, Mahomet de *“pervers”* et de *“tyran”*. Elle dit avoir conscience d’être souvent provocante,

mais le faire pour “déclencher le débat”

(Le Monde.fr du 11 février).

Mais alors, l'Algérien Boualem Sansal, qui vient de publier un livre courageux sur l'islamisme et le nazisme, serait-il lui aussi “grotesque” ? Il déclarait le 15 février : “L'islamisme est en devenir ; il est possible qu'il évolue vers le nazisme, pour peu qu'il arrive à prendre le pouvoir dans nos pays. C'est pour cela qu'à chaque fois que j'ai la possibilité de le faire, je lance un appel aux pays occidentaux : il faut absolument faire barrage à l'islamisme. Par l'éducation, une économie qui fonctionne, une vigilance, la culture, etc. Il est en évolution extrêmement rapide, il a envahi la terre en quelques années... pour devenir le phénomène mondial n° 1.” (“Les Matins de France Culture”). Pendant ce temps, à Ankara, des milliers de manifestants, ceux sans doute qui “vivent tranquillement [l'islam] comme culture ou comme religion”, pour citer E. Benbassa, manifestaient, en vain, contre le port du foulard à l'université (*Le Monde*, le 7 février). Étaient-ils eux aussi, à l'instar des dirigeants saoudiens ou égyptiens, des acteurs de la “politique de civilisation” ?

### Les limites du “pan pan cucul”

Alors, comme cela, les ministres français auront désormais, eux aussi, leur bulletin de notes. Politique de la notation, politique du “pan pan cucul” comme la qualifiait, dans une de ses réjouissantes chroniques, Philippe Val vendredi 4 janvier 2008 sur les ondes de France Inter. Cette “cucul-isation de la politique”

(toujours Philippe Val, au micro bien sûr) consiste en matière d'immigration à faire du chiffre et en l'occurrence à grossir, coûte que coûte, vaille que vaille, *ad libitum*, les quotas d'expulsions : “S'efforçant d'atteindre l'objectif de 25 000 reconduites ‘effectives’ à la frontière, l'administration multiplie les acrobaties comptables, en incluant dans ses chiffres tous les types de retours, qu'ils soient forcés ou non, et juridiques pour interpellés des sans-papiers.” (*Le Monde* du 4 janvier).

Ainsi le même quotidien, rapportant les propos de Bruno Cailleateau (SGP-FO), indique que “La pression dans l'administration va jusqu'à l'envoi de lettres de mise en garde aux fonctionnaires et au harcèlement moral.” Et de citer Bruno Cailleateau : “À force d'être sous pression, les agents finissent par ne plus s'attacher aux conditions dans lesquelles ils interpellent.” Point de vue auquel souscrit Yannick Blanc, le directeur de la police générale à Paris, qui vient d'être “congédié par Nicolas Sarkozy” (*Le Monde* du 25 janvier).

Les propos du ci-devant directeur “de la DPGPP (direction de la police générale de la Préfecture de police de Paris) composée de 450 fonctionnaires et chargée de la délivrance des titres de séjour aux étrangers résidant à Paris et des reconduites à la frontière” rejoignent ceux du syndicaliste. Si fixer des objectifs chiffrés lui semble “normal”, M. Blanc estime que le niveau affiché aujourd'hui est peu crédible. “J'ai très nettement le sentiment qu'en matière de volume et d'intensité de l'activité, on a atteint une limite. Les services sont extrêmement tendus et la modestie du résultat final est un facteur de démotivation qui finira par poser des problèmes.”

Qu'importe ! François Fillon vient de fixer

l'objectif de 26 000 expulsions pour 2008 (*Le Parisien* du 15 février), et Brice Hortefeux a annoncé, dimanche 20 janvier, la création d'une commission destinée à réfléchir à une modification constitutionnelle permettant d'instaurer une politique de quotas d'immigrants et *"de mettre en place une juridiction spécialisée pour les étrangers"*. *"Brice Hortefeux a souligné qu'un 'étranger en situation d'éloignement' passe actuellement devant deux juges, 'administratif et judiciaire, dont le second contredit assez régulièrement le premier', justifiant ainsi la volonté du gouvernement."* (*Le Monde.fr*, 21 janvier 2008).

### Logique de système ou l'"âme d'une nation"

Une logique de système ne serait-elle pas en train de se mettre en branle sous nos yeux ? C'est cette logique que pointe avec sa caméra Ken Loach dans *It's a free word* ! Au sujet du personnage principal, il dit : *"Angie n'est pas quelqu'un de mauvais ; c'est le système dans lequel elle s'épanouit qui est détestable."* (*TéléObs*, le 5 janvier).

Une illustration tragicomique : la mésaventure arrivée à maître Abdoulaye Coulibaly, un avocat inscrit au barreau d'Aix-en-Provence depuis vingt-huit ans, qui s'est vu adresser par le préfet des Bouches-du-Rhône un arrêté de refus de titre de séjour assorti d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF) dans le délai d'un mois. Jean-François Leca, bâtonnier d'Aix, commentait : *"On marche sur la tête. Mon confrère exerce depuis trente ans, on le voit*

*plaider ses dossiers tous les jours. À croire qu'à la préfecture, il faut faire du chiffre. Plus personne n'est à l'abri."* (*La Provence*, 19 janvier 2008)

Quant au principal intéressé, il commentait, dans le même journal : *"C'est ubuesque mais, en même temps, je n'arrive plus à travailler. C'est une humiliation, une meurtrissure."*

Mésaventure sans doute désagréable mais qui ne rend que très partiellement compte d'une logique de système qui met en jeu le quotidien, la vie, et parfois même la mort d'êtres humains. Ceci éclaire peut-être le mouvement de protestation qui agite depuis décembre 2007 les centres de rétention. *"Alors que les conditions matérielles se sont améliorées, le climat s'est fortement dégradé, observe Damien, de la Cimade Nantes. Cela peut paraître paradoxal, mais n'a cependant rien de surprenant quand on voit la taille des centres et surtout l'accroissement des situations inhumaines : hommes et femmes insérés socialement depuis des années en France, personnes malades, parents dont les enfants sont à l'extérieur..."* (*Le Monde* du 4 janvier).

*"Tu m'as tant aimée que tu m'as donné une âme, lui dit sa nation reconnaissante"*, écrivait Albert Cohen justement. Et de qui parlait-il ? De la France et de Sarkozy ? Non, bien sûr : de l'Angleterre et de Churchill (éd. Lieu Commun, 1985).

### Mustapha Harzoune

#### Notes

Pour être précis, le verbe "favoriser" n'apparaît nullement dans la déclaration. Il y est question de "valoriser" ou de "faciliter".